

Paris, le 22 janvier 2021

Le gouvernement (et le Sénat) sacrifient les jeunes en n'étendant pas le RSA aux 18-25 ans

Parmi les 5, 3 millions de pauvres en 2017, plus de la moitié sont des jeunes de moins de 30 ans. Entre 18 et 29 ans, le taux de pauvreté est maximal à cause du chômage, des bas salaires et de la précarité de l'emploi. **Aujourd'hui, cette tranche d'âge paye l'addition de la crise économique.**

Des chiffres affolants qui traduisent une triste réalité.

Selon le rapport de l'Observatoire des inégalités paru le 26 novembre 2020, entre 2002 et 2018, le taux de pauvreté des jeunes a presque doublé en passant de 8% à 13%. Plus précisément selon Eurostat, chez les 18-24 ans le taux de pauvreté atteint 12,8 %, ce qui est deux fois plus que la moyenne française qui est de 6,7%. 341 000 enfants (données 2017) sont suivis par un éducateur chez leurs parents ou placés dans des familles d'accueil et des foyers financés par les départements. A 18 ans, 30 à 40 % deviennent SDF. En effet tous les départements ne signent pas les contrats jeunes majeurs (CJM) qui financent hébergements et formations accordés aux 18-21 ans pour éviter les "sorties sèches" de l'Aide Sociale à l'Enfance et les préparer à l'autonomie. 70 % des jeunes sortent ainsi sans diplôme...

Et la crise est là, l'urgence sanitaire aussi

Suite au premier confinement, la baisse d'activité et les pertes d'emplois ont davantage touché les plus précaires et parmi elles et eux un très grand nombre d'étudiant-es. Au premier semestre 2020, 715.000 emplois ont été détruits, en particulier dans l'intérim. 9% des 15-24 ans ont perdu leur emploi durant le confinement contre 2% des 40-65 ans. En outre, le chômage partiel a principalement concerné les ouvriers/ières (54%) et les employé-e-s (36%). En revanche, 81% des cadres ont travaillé à domicile.

Le Secours populaire a enregistré une explosion des demandes d'aide alimentaire pendant le confinement, où près d'un requérant sur deux était un nouveau venu. Selon le dernier baromètre de l'association, le premier confinement a jeté 1.9 million de personnes de plus dans la précarité.

Aussi face à une situation aussi dramatique, l'extension du dispositif du RSA aux jeunes de 18 à 25 ans est plus que nécessaire, indispensable. Pourtant le gouvernement et la majorité de droite au Sénat s'accrochent encore et toujours à la garantie jeunes mission locale qui octroie aux jeunes âgé-e-s de 16 à 25 ans vivant en situation de précarité un accompagnement pour trouver un emploi ou une formation. Mais celle-ci ne dure qu'1 an et peut être prolongée de seulement 6 mois, sans aucune garantie à la fin ! C'est très insuffisant. Et ce n'est pas l'aide exceptionnelle créée par décret du 30 décembre dernier pour les moins de 26 ans inscrit-es à Pole Emploi d'un montant de 497 € maximum par mois et plafonné à 1 491 € sur 6 mois qui va changer les choses ! Alors que même le président de la commission insertion et jeunesse du Conseil économique, social et environnemental y est favorable, le gouvernement et le Sénat ont donc refusé que puisse être mis en place cet indispensable filet de sécurité pour tous.tes celles et ceux qui ayant moins de 25 ans ne sauront pas comment ils/elles vont survivre et ou dormir le soir ! En attendant un vrai emploi, un vrai logement, un vrai revenu, bref les droits sociaux indispensables.

Pour que la solidarité quel que soit l'âge ne soit pas un vain mot face au cynisme des puissants, construisons ensemble partout le rapport de force pour obtenir cette indispensable avancée de justice sociale.